



L'EPFIF contre les défenseurs d'un bien commun

Depuis mai 2017, une parcelle cultivée par les citoyens permet d'informer les Franciliens sur le projet CARMA, qui vise à sauver 300 hectares de terres, menacés de destruction par le mégacentre commercial EuropaCity et une zone de bureaux. C'est ce droit d'informer qui est désormais menacé par la demande d'expulsion de la parcelle par l'Établissement public foncier d'Île-de-France (EPFIF). Le 5 décembre se tiendra l'audience en référé au TGI de Pontoise.

Résumé des faits : le 9 mars 2018, trois jours après l'annulation de la ZAC (Zone d'aménagement concerté) du Triangle de Gonesse par le tribunal administratif de Cergy, l'EPFIF sommait le Collectif pour le Triangle de Gonesse « *de quitter et libérer les lieux de toutes personnes et de tous biens, et ce immédiatement et sans délai* ». Les lieux en question sont une parcelle de 1200 m², délaissée depuis de nombreuses années, et sur laquelle le Collectif pour le Triangle de Gonesse (CPTG) a organisé la première Fête des Terres de Gonesse, le 21 mai 2017 à côté de laquelle nous avons semé et planté.

Depuis, des rendez-vous réguliers et événements ont été organisés. La récolte de courges et de pommes de terre a notamment été offerte à plusieurs reprises sous forme de soupe républicaine.

A l'évidence, l'Établissement public foncier d'Île de France et le maire de Gonesse ne supportent pas que l'on informe les citoyens de ce qui les regarde. Depuis l'annonce du projet EuropaCity, le maire refuse toute possibilité de réunion publique aux opposants et cherche à empêcher le groupement CARMA, porteur d'un autre projet basé sur la production alimentaire et la création d'emplois de proximité, de faire connaître ses propositions.

Le projet de mégacentre commercial EuropaCity porté par le groupe de grande distribution Auchan et le conglomérat chinois Wanda, dispose lui d'une « maison du projet » située en face de la mairie de Gonesse. Il déploie d'importants moyens de communication.

Dans un tel contexte, la sommation de l'EPFIF, soutenue par le maire de Gonesse, représente un déni de démocratie.

Le 5 décembre, nous allons continuer à porter le débat sur les enjeux de politique d'aménagement du territoire, qui concernent l'ensemble des citoyens d'Île de France. Nous attendons des pouvoirs publics qu'ils s'engagent réellement dans la lutte contre le dérèglement climatique et qu'ils cessent d'artificialiser les terres.

L'EPFIF ne subit aucun trouble de jouissance. Tout en respectant l'usage précaire agricole de la parcelle, le CPTG et des semeurs volontaires lui donnent une fonction d'expression démocratique. En tant que membre du CA de l'EPFIF acceptez-vous l'utilisation de l'argent public pour une procédure pour laquelle vous n'avez pas été consultés ?

Le Collectif pour le Triangle de Gonesse, Paris le 30 novembre 2018

Plus d'infos : <http://nonaeuropacity.com/>

Nous contacter : nonaeuropacity@gmail.com